

**Convention collective**

IDCC : 8243. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES  
DU SECTEUR DE LA PRODUCTION DE CHAMPIGNONS  
(CENTRE)  
(26 mars 1986)**

(Etendue par arrêté du 23 juin 1986,  
*Journal officiel* du 28 juin 1986)

**AVENANT N° 20 DU 4 DÉCEMBRE 2008**

NOR : *AGRS0997041M*  
IDCC : 8243

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles  
(FDSEA),

D'une part, et

La CGT ;  
La CFTC ;  
La FGA CFDT ;  
La CGT-FO ;  
La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

A l'article 4 intitulé « Procédure de règlement des conflits », la référence au « chapitre III, livre V du code du travail » figurant à la fin du premier alinéa du 1 intitulé « Conflits collectifs » est remplacée par la référence « Partie II, livre V, titre II, chapitre II du code du travail ».

**Article 2**

A l'article 4 intitulé « Procédure de règlement des conflits », la référence à « l'article L. 521-3 du code du travail » figurant à la fin du second alinéa du 1 intitulé « Conflits collectifs » est remplacée par la référence à « l'article L. 2522-1 du code du travail ».

### **Article 3**

A l'article 4 intitulé « Procédure de règlement des conflits », la mention « FDSEGA de Loir-et-Cher, 15, avenue de Vendôme à Blois » figurant à la fin du cinquième alinéa du 2 intitulé « Commission régionale d'interprétation » est remplacée par la mention « FDSEA de Loir-et-Cher, 11-13-15, rue Louis-Joseph-Philippe, ZA de l'Erigny, 41018 Blois Cedex ».

### **Article 4**

A l'article 5 intitulé « Adhésions ultérieures », la référence à « l'article L. 132-9 du code du travail » figurant à la fin du premier alinéa est remplacée par la référence à « l'article L. 2261-3 du code du travail ».

### **Article 5**

A l'article 6 intitulé « Accords d'établissement », la référence à « l'article L. 132-10 du code du travail » figurant à l'alinéa unique est remplacée par la référence à « l'article L. 2231-6 du code du travail ».

### **Article 6**

Les dispositions de l'article 8 intitulé « Délégués du personnel » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Article 8**

#### *Délégués du personnel*

Le personnel élit des délégués dans tous les établissements de 11 salariés et plus selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur (art. L. 2312-1 et suivants, et R. 2314-1 et suivants du code du travail). »

### **Article 7**

Les dispositions de l'article 9 intitulé « Comité d'entreprise » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Article 9**

#### *Comité d'entreprise*

Un comité d'entreprise est constitué dans toutes les entreprises employant 50 salariés et plus selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur (art. L. 2322-1 et suivants, et R. 2322-1 et suivants du code du travail). »

### **Article 8**

Les dispositions de l'article 10 intitulé « Délégués syndicaux » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Article 10**

#### *Délégués syndicaux*

Les syndicats de salariés représentatifs au sens de l'article L. 2122-1 du code du travail peuvent créer des sections syndicales d'entreprise et fonctionner dans les conditions des articles L. 2142-1 et suivants, et R. 2143-2 et suivants du code du travail. »

## **Article 9**

Les dispositions de l'article 13 intitulé « Salariés mensualisés » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

### **« Article 13**

#### *Salariés mensualisés*

Les salariés des exploitations et entreprises visées par la présente convention collective sont mensualisés, conformément aux dispositions des articles L. 3242-1 à L. 3242-4 du code du travail, à l'exception des salariés travaillant à domicile, des salariés saisonniers, des salariés intermittents et des salariés temporaires. »

## **Article 10**

A l'article 14 intitulé « Paiement du salaire au mois », le 4<sup>e</sup> alinéa est complété par la mention « ..., selon les dispositions des articles L. 3121-38 et suivants du code du travail et les dispositions conventionnelles en vigueur ».

## **Article 11**

A l'article 15 intitulé « Garantie complémentaire de salaire en cas d'arrêt de travail pour cause de maladie ou d'accident », les mentions respectives « 15 jours » et « 10 jours » valant délais de carence figurant sous la colonne « maladie (excepté... grossesse) » au 1<sup>er</sup> tableau du paragraphe 15.1 intitulé « Dispositif applicable aux salariés ayant dans l'entreprise une ancienneté inférieure ou égale à 3 ans » sont annulées et remplacées pour chacune des 2 lignes par « 7 jours ».

Les mentions « 10 jours » et « 10 jours » valant délais de carence figurant sous les colonnes respectives « maladie (excepté... grossesse) » et « Autres arrêts maladie » au 1<sup>er</sup> tableau du paragraphe 15.2 intitulé « Dispositif applicable aux salariés ayant dans l'entreprise une ancienneté supérieure à 3 ans » sont annulées et remplacées pour chacune des 2 colonnes par « 7 jours ».

## **Article 12**

Les dispositions de l'article 16 intitulé « Salaire des femmes » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

### **« Article 16**

#### *Salaire des femmes*

Tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de la rémunération entre les femmes et les hommes au sens des articles L. 3221-2-1 et suivants du code du travail. »

## **Article 13**

A l'article 17 intitulé « Salaire des jeunes ouvriers », l'intitulé « Salaire des jeunes ouvriers » est remplacée par « Salaire des jeunes travailleurs ».

## **Article 14**

A l'article 17 désormais intitulé « Salaire des jeunes travailleurs », les termes de « jeunes ouvriers et ouvrières » figurant au 3<sup>e</sup> alinéa sont remplacés par ceux de « jeunes travailleurs ».

## **Article 15**

Les dispositions de l'article 18 intitulé « Salaire des apprentis » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 18

### *Salaire des apprentis*

Les jeunes titulaires d'un contrat d'apprentissage régulièrement souscrit et enregistré recevront une rémunération au moins égale à celle prévue au code du travail. »

## **Article 16**

Les dispositions de l'article 19 intitulé « Salaire des travailleurs handicapés » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 19

### *Salaire des travailleurs handicapés*

Les salariés reconnus handicapés recevront une rémunération au moins égale à celle prévue au code du travail. »

## **Article 17**

Les dispositions de l'article 28 intitulé « Bulletin de paie et livre de paie » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 28

### *Bulletin de paie*

Lors du paiement de leur rémunération, il est remis aux salariés une pièce justificative dite bulletin de paie dans les conditions des articles L. 3243-1 à L. 3243-5 du code du travail. »

## **Article 18**

Les dispositions de l'article 29 intitulé « Modalités d'embauche, contrat de travail » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 29

### *Modalités d'embauche, contrat de travail*

Tout employeur qui engage un salarié doit s'assurer que celui-ci est dégagé de toute obligation envers son précédent employeur. Il exige, à cet effet, la présentation d'une attestation de cessation de travail ou d'un certificat de travail.

Tout employeur qui engage un salarié étranger doit s'assurer que celui-ci possède les titres de séjour et de travail non périmés et permettant l'embauche dans le secteur d'activité de l'entreprise.

*a) Forme et contenu du contrat*

Tout contrat de travail doit faire l'objet d'un acte écrit en double exemplaire, daté et signé par les deux parties. Un exemplaire est remis au salarié, l'employeur conservant l'autre.

Le contrat comporte les indications prévues au code du travail.

*b) Durée du contrat*

Le contrat de travail peut, selon les cas et la législation en vigueur, être conclu pour une durée déterminée ou indéterminée. »

## **Article 19**

A l'article 30 intitulé « Période d'essai », le 2<sup>e</sup> alinéa situé après le tableau est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 30.1. Modalités de rupture de la période d'essai  
par l'employeur

Lorsqu'il est mis fin, par l'employeur, au contrat, en cours ou au terme de la période d'essai, le salarié est prévenu dans un délai de :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

30.2. Modalités de rupture de la période d'essai  
par le salarié

Lorsqu'il est mis fin par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures, ce délai étant ramené à 24 heures si la présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours. »

## **Article 20**

A l'article 31 intitulé « Suspension du contrat et réintégration », le membre de phrase « notamment pour les travailleurs appelés ou rappelés sous les drapeaux et les femmes en couches » situé au 1<sup>er</sup> alinéa est supprimé.

## **Article 21**

A l'article 31 intitulé « Suspension du contrat et réintégration », les dispositions du dernier alinéa du paragraphe 2 *a* intitulé « Maladie, accident de la vie privée, accident du trajet » sont annulées et remplacées par :

« Passé ce délai de 6 mois, l'employeur sera tenu de respecter les dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail relatif au principe de non-discrimination. »

## Article 22

A l'article 31 intitulé « Suspension du contrat et réintégration », les dispositions du paragraphe 2 *b* intitulé « Accident du travail, maladie professionnelle » sont annulées et remplacées par :

« *b*) Accident du travail, maladie professionnelle

Il sera fait application de la réglementation en vigueur (art. L. 1226-7 à L. 1226-22 du code du travail). »

## Article 23

Les dispositions de l'article 33 intitulé « Rupture du contrat à durée indéterminée » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 33

### *Rupture du contrat à durée indéterminée*

Au-delà de la période d'essai, le contrat de travail peut être rompu à l'initiative du salarié, de l'employeur, ou d'un commun accord dans les conditions prévues par l'article L. 1231 du code du travail.

#### 33.1. Cas de la démission

##### 33.1.a. Procédure

Le salarié qui prend l'initiative de la rupture du contrat adresse à l'employeur une lettre recommandée avec avis de réception.

La date de présentation de la lettre constitue le point de départ du préavis.

##### 33.1.b. Préavis

A l'exception :

- des femmes en état de grossesse médicalement constaté qui peuvent quitter leur emploi sans observer un délai de préavis et sans être tenues de payer une indemnité (art. L. 1225-34 du code du travail) ;
- des salariés qui, à l'issue du congé post-natal ou d'adoption, souhaitent bénéficier d'un congé pour élever leur enfant après avoir informé l'employeur dans les conditions prévues à l'article L. 1225-66 du code du travail et quitter leur emploi sans observer un délai de préavis ni payer de ce fait une indemnité de rupture.

Tout salarié démissionnaire doit respecter un préavis dont la durée est fixée ci-après :

COEFFICIENT	DÉLAI DU PRÉAVIS
110	8 jours
111	8 jours
112	1 mois
116	1 mois

COEFFICIENT	DÉLAI DU PRÉAVIS
124	1 mois
132	1 mois
140	1 mois
150	1 mois
170	2 mois
180	2 mois
200	4 mois
225	6 mois
280	6 mois

### 33.2. Cas du licenciement

#### 33.2.a. Procédure

L'employeur qui envisage le licenciement d'un salarié devra respecter les règles de procédures légales et conventionnelles et, notamment, prévenir le salarié de son intention à cet égard, par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'avance selon le délai de préavis prévu à l'article 33.2.b suivant.

#### 33.2.b. Préavis

A l'exception des cas prévus par la réglementation relative à la protection de la maternité et de l'adoption (art. L. 1225-6 et L. 1225-39 du code du travail), celle relative aux droits et garanties des travailleurs handicapés (art. L. 5213-9 du code du travail), et sauf faute grave imputable au salarié, l'employeur accordera à tout salarié licencié un préavis dont la durée est fixée au tableau ci-dessous :

COEFFICIENT	DURÉE DU PRÉAVIS exprimée en fonction de l'ancienneté ininterrompue du salarié au service du même employeur ou d'une même exploitation		
	6 mois	De 6 mois à 2 ans	Plus de 2 ans
110	8 jours	-	-
111	8 jours	1 mois	2 mois
112	1 mois	1 mois	2 mois
116	1 mois	1 mois	2 mois
124	1 mois	1 mois	2 mois
132	1 mois	1 mois	2 mois
140	1 mois	1 mois	2 mois
150	1 mois	1 mois	2 mois
170	2 mois	2 mois	2 mois
180	2 mois	2 mois	2 mois
200	4 mois	4 mois	4 mois
225	4 mois	4 mois	4 mois
280	6 mois	6 mois	6 mois

Le salarié congédié peut interrompre le préavis. Cette interruption est notifiée par écrit le jour même et une décharge est donnée, à cet effet, par l'employeur.

De ce fait, il ne peut prétendre à l'indemnité afférente à la fraction de préavis non effectuée.

### 33.2.c. Recherche d'emploi

Tout salarié licencié a droit pendant la durée du préavis conventionnel à 1 heure d'absence par demi-journée travaillée pour rechercher un nouvel emploi. Elle est rémunérée normalement.

Ces heures pourront éventuellement être groupées en plusieurs tranches à la demande du salarié, chaque tranche ne pouvant pas excéder une durée de 4 jours, sauf accord écrit entre les parties.

### 33.3. Cas de la rupture conventionnelle

L'employeur et le salarié peuvent, en application l'alinéa 1 de l'article L. 1237-11 du code du travail, convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail qui les lie.

Elle est soumise à la procédure visée à l'article L. 1237-11 du code du travail. »

## Article 24

Les dispositions de l'article 34 intitulé « Indemnité de licenciement » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 34

### *Indemnité de licenciement*

Tout salarié licencié après 1 an d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur a droit, sauf en cas de faute grave, à une indemnité de licenciement déterminée dans les conditions des articles L. 1234-9 et R. 1234-1 et suivants du code du travail.

Lorsque la rupture du contrat intervient dans les cas prévus à l'article L. 1226-12 du code du travail (salarié victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle), le montant de l'indemnité ci-dessus est doublée ainsi qu'il est dit à l'article L. 1226-14 dudit code. »

## Article 25

Les dispositions de l'article 35 intitulé « Indemnité de départ à la retraite » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 35

### *Indemnité de départ à la retraite*

Tout salarié quittant volontairement l'entreprise à partir de 60 ans pour bénéficier d'une pension de retraite bénéficiera d'une indemnité de départ à la retraite égale à :

- 0,5 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- 1 mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;



- 1,5 mois de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- 2 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

Par exception, tout salarié mensualisé qui fera valoir volontairement ses droits à la retraite avant 60 ans bénéficiera de l'indemnité de départ en retraite dans les conditions fixées ci-après sous la double condition :

- d'avoir atteint l'âge de 56 ans au minimum ;
- et de pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein en réunissant suffisamment de trimestres validés et cotisés, ce qu'il devra justifier auprès de l'employeur.

La rémunération brute moyenne des 12 derniers mois de travail effectif ou, selon la formule la plus avantageuse, des 3 derniers mois, sera prise en considération pour le calcul de cette indemnité (étant entendu que toute prime ou gratification à caractère annuel, qui aurait été versée au salarié pendant cette période de 3 mois, ne sera prise en compte que *pro rata temporis*).

Dans le cas de salariés qui ont été occupés à temps complet et à temps partiel dans la même entreprise, l'indemnité de départ à la retraite est calculée proportionnellement aux périodes d'emploi effectuées selon l'une ou l'autre de ces modalités.

L'indemnité n'est acquise que si le salarié respecte un préavis de 2 mois. Elle ne peut se cumuler avec toute autre indemnité de même nature versée en fin de contrat (indemnité de licenciement).

Lorsque le salarié est logé par l'employeur, l'indemnité de départ à la retraite n'est effectivement versée que si le salarié quitte son logement. »

## **Article 26**

A l'article 36, l'intitulé « Licenciement des délégués syndicaux et représentants du personnel » est remplacé par « Licenciement des salariés protégés ».

## **Article 27**

A l'article 36, désormais intitulé « Licenciement des salariés protégés », les dispositions de l'alinéa unique sont annulées et remplacées par :

« La rupture, du fait de l'employeur, du contrat de travail d'un salarié visé à l'article L. 2411-1 du code du travail est soumise aux obligations prévues au livre IV de la II<sup>e</sup> partie dudit code. »

## **Article 28**

A l'article 37, l'intitulé « Certificat de travail et attestation de cessation de travail » est remplacé par « Certificat de travail, attestation de cessation de travail et reçu pour solde de tout compte ».

## **Article 29**

A l'article 37, désormais intitulé « Certificat de travail, attestation de cessation de travail et reçu pour solde de tout compte », la référence à l'article « L. 122-16 du code du travail » figurant au paragraphe *a* intitulé « Certificat de travail » est annulée et remplacée par la référence aux articles « L. 1234-19 et D. 1234-6 du code du travail ».

### **Article 30**

A l'article 37, désormais intitulé « Certificat de travail, attestation de cessation de travail et reçu pour solde de tout compte », il est ajouté un paragraphe *c* intitulé « *c*) Reçu pour solde de tout compte » comportant un alinéa unique ainsi rédigé :

« A l'expiration du contrat, l'employeur établit un solde de tout compte dont le salarié lui donne reçu, dans les conditions de l'article L. 1234-20 du code du travail. »

### **Article 31**

Les dispositions figurant à l'article 38 intitulé « Apprentissage » sont annulées et remplacées par « L'apprentissage est organisé dans les conditions fixées par le livre II, partie VI, du code du travail. »

### **Article 32**

Les dispositions figurant à l'article 39, intitulé « Formation professionnelle », sont annulées et remplacées par :

« La formation professionnelle continue est organisée dans les conditions fixées par le livre III, partie VI, du code du travail et par celles des accords nationaux de branche couvrant les entreprises relevant du champ de la présente convention. »

### **Article 33**

Les dispositions de l'article 40 intitulé « Durée légale du travail » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 40

#### *Durée normale du travail*

Le dispositif relatif à la durée normale sera traité par référence aux dispositions du chapitre VI de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié (art. 6.1 à 6.4). »

### **Article 34**

A l'article 41 intitulé « Variation de l'horaire normal », la référence à « l'article L. 122-28 du code du travail » figurant au sixième alinéa est remplacée par la référence à « l'article L. 1225-66 du code du travail ».

### **Article 35**

A l'article 42, l'intitulé « Réduction exceptionnelle de l'horaire de travail » est remplacé par « Heures de travail perdues récupérables ».

### **Article 36**

Les dispositions de l'article 44 intitulé « Assouplissements de l'horaire de travail » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes.

## « Article 44

### *Travail à temps choisi*

Le dispositif relatif au travail à temps choisi sera traité par référence aux dispositions du chapitre IX de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié. »

## Article 37

Les dispositions de l'article 46 intitulé « Dispositions relatives au contrôle » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

### « Article 46

#### *Dispositions relatives au contrôle de la durée et de l'aménagement du temps de travail*

Le dispositif relatif au contrôle de la durée et de l'aménagement du temps de travail sera traité par référence aux dispositions des articles R. 713-35 à R. 713-50 du code rural. »

## Article 38

A l'article 48 intitulé « Repos hebdomadaire », le premier alinéa s'achevant par « 24 heures consécutives » est complété par le membre de phrase « auxquelles doivent être ajoutées les heures consécutives de repos quotidien prévues à l'article 5.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié ».

## Article 39

A l'article 49 intitulé « Jours fériés », la référence à « l'article L. 222-1 du code du travail » figurant au premier alinéa du paragraphe 1 intitulé « Jours fériés chômés » est remplacée par la référence à « l'article L. 3133-1 du code du travail ».

## Article 40

A l'article 49 intitulé « Jours fériés », la référence aux « articles L. 222-5 à L. 222-8 du code du travail » figurant au premier alinéa du paragraphe 2 intitulé « Indemnisation des jours fériés chômés » est remplacée par la référence aux « articles L. 3133-4 à L. 3133-6 du code du travail ».

## Article 41

Les dispositions de l'article 51 intitulé « Congés de naissance et d'adoption » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

### « Article 51

#### *Congés de maternité, de paternité et d'adoption*

##### 51.1. Congé de maternité

Les femmes en état de grossesse médicalement constaté bénéficient d'un congé de maternité dans les conditions et selon les modalités des articles L. 1225-17 et suivants du code du travail.

### 51.2. Congé de paternité

Après la naissance de son enfant, le père salarié bénéficie d'un congé de paternité dans les conditions et selon les modalités des articles L. 1225-35 et L. 1225-36 du code du travail.

### 51.3. Congé d'adoption

Tout salarié qui se voit confier un enfant en vue de son adoption dans les conditions réglementaires bénéficie d'un congé d'adoption dans les conditions des articles L. 1225-37 et suivants du code du travail. »

## Article 42

A l'article 52 intitulé « Congés spéciaux », la liste des événements figurant après le premier alinéa est complétée et/ou modifiée comme suit :

- après la ligne « mariage du salarié : 4 jours », il est inséré une nouvelle ligne portant la mention : « pour chaque naissance survenue au foyer, ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption : 3 jours » ;
- après la ligne « mariage d'un enfant : 1 jour », la mention « décès du conjoint ou d'un enfant : 2 jours » est modifiée pour devenir : « décès du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs, ou d'un enfant : 2 jours » ;
- la dernière ligne intitulée « présélection militaire : dans la limite de 3 jours » est supprimée et remplacée par « appel de préparation à la défense (APD) : 1 jour ».

## Article 43

A l'article 53 intitulé « Congés relatifs à la formation économique sociale et syndicale » :

- la référence aux « articles L. 451-1 et R. 451-1 du code du travail » figurant au 2<sup>e</sup> alinéa est remplacée par la référence aux « articles L. 3142-7 et suivants du code du travail » ;
- la référence aux « articles L. 225-1 et suivants du code du travail » figurant au 4<sup>e</sup> alinéa est remplacée par la référence aux « articles L. 3142-43 et suivants du code du travail ».

## Article 44

Les dispositions de l'article 54 intitulé « Représentation des salariés à la commission mixte » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

### « Article 54

#### *Participation des salariés en activité à la négociation collective et modalités d'indemnisation*

Les conditions et modalités de la participation des salariés en activité à la négociation collective et les modalités d'indemnisation seront traitées par référence à l'accord national du 21 janvier 1992 modifié relatif à l'organisation de la négociation collective en agriculture. »

## Article 45

A l'article 55 intitulé « Adhésion à la CAMARCA », la mention « 8-10, rue d'Astorg, 75008 Paris » figurant au premier alinéa est remplacée par la mention « AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 ».

## **Article 46**

A l'article 55 intitulé « Adhésion à la CAMARCA », le second alinéa est supprimé et remplacé par :

« Le montant de la cotisation est réparti entre l'employeur et le salarié conformément aux décisions adoptées par ladite institution. »

## **Article 47**

A l'article 56 intitulé « Adhésion à la CPCEA pour les cadres agricoles », la mention « 20, rue de Clichy, 75009 Paris » figurant à l'alinéa unique est remplacée par la mention « AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08. »

## **Article 48**

A l'article 59, l'intitulé « Hygiène et sécurité » est remplacé par « Santé et sécurité au travail ».

## **Article 49**

A l'article 59 désormais intitulé « Santé et sécurité au travail » :

- au premier alinéa, la référence faite au « livre II du code du travail » est annulée et remplacée par la référence « de la IV<sup>e</sup> partie du code du travail » ;
- au 7<sup>e</sup> alinéa, le membre de phrase « ... avec la section 2 du chapitre IV du titre III du livre II du code du travail » est annulé et remplacé par « ... les dispositions des articles R. 4541-1 et suivants du code du travail » ;
- au 10<sup>e</sup> alinéa, la référence à l'« article R. 231-1 du code du travail » est annulée et remplacée par la référence à l'« article R. 4613-1 du code du travail » ;
- au 11<sup>e</sup> alinéa, la référence à l'« article L. 422-5 du code du travail » est annulée et remplacée par la référence à l'« article L. 2313-16 du code du travail ».

## **Article 50**

*Date d'effet*

La date d'effet du présent avenant est fixée au premier jour du mois suivant la date de publication de l'arrêté d'extension.

## **Article 51**

*Dépôt légal. – Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant à la convention collective du 25 mars 1986, qui est remis à chacune des parties présentes et qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Loir-et-Cher.

Fait à Blois, le 4 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)